

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 2 au 6 décembre 2024

Fait marquant

Keir Starmer dévoile son « plan pour le changement »

Dans un discours prononcé aux studios de cinéma de Pinewood, Keir Starmer a dévoilé son « plan pour le changement » au Royaume-Uni.

Le Premier ministre a réaffirmé ses cinq grandes priorités définies pendant la campagne électorale avant son intronisation le 4 juillet dernier : la croissance économique, la décarbonation du mix électrique, l'amélioration du système national de santé, le renforcement de la sécurité publique et l'élévation du niveau d'éducation.

Le principal apport de ce discours réside dans la définition d'indicateurs chiffrés qui permettront d'évaluer l'action du gouvernement en 2029 au terme de sa mandature. Le gouvernement promet ainsi d'améliorer le niveau de vie dans toutes les régions du Royaume-Uni et de « mettre plus d'argent dans les poches des travailleurs » en visant la croissance la plus élevée du G7. Il entend construire 1,5 million de logements et accélérer 150 grands projets d'infrastructure économique. Dans le domaine de l'énergie, il souhaite que le mix électrique soit à 95 % décarboné d'ici 2030. Dans le domaine de la santé, l'objectif est que 92 % des patients du NHS n'attendent pas plus de 18 semaines pour un traitement non urgent. Dans celui de la sécurité, il s'engage à mettre 13.000 nouveaux policiers et agents de soutien dans les rues. Et enfin, dans le domaine de l'éducation, Keir Starmer veut faire en sorte que 75 % des enfants de 5 ans en Angleterre soient « prêts à apprendre lorsqu'ils entrent à l'école », autrement dit déjà éduqués par leurs parents.

Dans son discours, Keir Starmer promet également de réformer le fonctionnement de l'administration, qu'il souhaite plus innovante, moins hostile à la dévolution et entièrement dévouée aux missions (« mission-led ») définies par le pouvoir politique.

Energie-climat

Le Qatar s'engage à investir 1 Md£ dans la transition énergétique au Royaume-Uni

Lors de sa visite d'Etat au Royaume-Uni, le Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani s'est engagé lors d'un entretien avec le Premier ministre Keir Starmer à investir 1 Md£ dans le cadre d'un partenariat bilatéral pour la transition énergétique. Le groupe Rolls-Royce, qui fabrique notamment des moteurs d'avion et développe un projet de réacteur nucléaire SMR, devrait en être le premier bénéficiaire, sans toutefois que le communiqué de presse ne révèle de montant. Ces investissements devraient également bénéficier à plusieurs hubs technologiques clés pour le climat entre le Royaume-Uni et le Qatar, ainsi qu'à plusieurs universités, industries et ports francs.

EDF confirme la prolongation de la durée de vie de 4 centrales nucléaires

Dans un communiqué de presse du 3 décembre, la filiale britannique du groupe EDF a annoncé la prolongation de la durée de vie de 4 de ses centrales nucléaires AGR. Les deux centrales d'Heysham 2 (Lancashire) et de Torness (East Lothain) continueront de produire de l'électricité jusqu'en mars 2030, soit une prolongation de deux ans par rapport à la date de fermeture prévue jusqu'à présent, tandis que les centrales d'Heysham 1 (Lancashire) et d'Hartlepool (Teesside) resteront ouvertes jusqu'en mars 2027, soit une prolongation d'un an. A l'origine, EDF Energy avait prévu de fermer toutes ces centrales en 2023. Ces prolongations de la durée de vie nécessiteront un investissement supplémentaire d'1,3 Md£ au cours des 3 prochaines années (2025-2027). Elles permettront de produire 45 TWh d'électricité décarbonée supplémentaires. EDF Energy étudie par ailleurs la prolongation de sa centrale nucléaire de Sizewell B au-delà de 2035, cette dernière étant conçue à partir d'une autre technologie de réacteurs.

Environnement

Le secteur de la chimie doute des effets du « reset européen » promis par Keir Starmer

Dans un article du Financial Times, plusieurs représentants du secteur de la chimie reviennent sur leurs difficultés à exporter depuis le Brexit. Les délais d'acheminement sont désormais plus longs à cause des procédures douanières, obligeant les entreprises à accroître leurs stocks, tandis que la co-existence de deux régimes réglementaires différents représente un coût important, devenu le 3^{ème} poste de dépenses pour les entreprises après les salaires et les investissements. Dans un sondage conduit par la Chemical Business Association, 71% des entreprises interrogées rapportent des difficultés à commercer et près de 82% estiment que le Brexit a eu un impact « légèrement » ou « très » négatif.

Alors que la Chancelière de l'Echiquier Rachel Reeves avait ouvert la porte à un alignement sur les règles européennes, les organisations professionnelles du secteur relaient une position plus nuancée des entreprises: celles-ci ne souhaitent pas nécessairement un alignement avec les règles européennes si cet alignement ne se traduit pas par un accès facilité au marché européen (50 % des

exportations de produits chimiques britanniques sont destinées à l'UE). Dans ces conditions, le Royaume-Uni aurait plutôt intérêt à créer un cadre réglementaire plus avancé qui permettrait de recourir à de nouvelles méthodes de test des produits et encouragerait les entreprises britanniques à innover sur le marché britannique en vue d'exporter.

Le secteur rapporte également des difficultés liées au coût de l'énergie et aux tensions géopolitiques. Au T3 2024, le niveau de production était encore 25 % inférieur à son niveau de 2019, avant la pandémie de Covid-19.

Suez s'associe à l'offre du fonds Covalis pour le rachat de Thames Water

Le fonds d'investissement britannique Covalis a déposé une offre pour racheter la compagnie d'eau Thames Water, endettée à hauteur de 19 Md£ et exposée à un risque important de cessation de paiement. Le fonds prévoit d'investir 1 Md£ directement et de dégager 4 Md£ à travers la vente de plusieurs actifs du groupe, un refinancement de la dette et, d'ici 2 ou 3 ans, l'introduction en bourse des actifs restants. L'Etat britannique garderait des « actions préférentielles ».

Covalis est conseillé par le groupe français Suez, qui est déjà implanté au Royaume-Uni, pour le redressement des activités du groupe.

Thames Water a besoin d'investir plusieurs milliards de livres sterling dans les prochaines années pour servir ses 16 millions de clients de la ville de Londres et des alentours, dont 3,25 Md£ d'ici 2030 pour maintenir ses réseaux en état de fonctionner alors que l'entreprise a alerté sur les risques pour la santé publique causés par le vieillissement de ses infrastructures. La compagnie est en discussion pour obtenir un prêt d'urgence de 3 Md£ qui lui apporterait des liquidités immédiates, au prix d'un taux d'intérêt très élevé (9,75 %) auquel s'ajouteraient différents frais qui pourraient porter le coût total de l'emprunt à 800 M£ pour une maturité de 30 mois. Thames Water a par ailleurs demandé au gouvernement de pouvoir augmenter ses factures de 53 % d'ici 2030.

Les actionnaires actuels de Thames Water ont déclaré l'entreprise « ininvestissable » et comptent se retirer, quitte à assumer une perte de 5 Md£. Les différents candidats ont jusqu'à janvier pour remettre leurs offres au gouvernement. Pour l'heure, le gouvernement a exclu la nationalisation de l'entreprise.

Transports

Les ventes de véhicules électriques ont progressé en novembre

Malgré des livraisons totales de voitures neuves en baisse de 1,9 % au Royaume-Uni en novembre, la part de marché des véhicules électriques a fortement progressé pour atteindre 25%, selon les [chiffres du SMMT](#). Le SMMT explique notamment cette performance par les réductions de prix accordées par les constructeurs. Il s'agit de la meilleure part de marché depuis décembre 2022, même si novembre n'est que le deuxième mois de l'année au cours duquel

L'adoption des BEV a atteint les niveaux prescrits par le *Zero Emission Vehicles Mandate* (22% des véhicules vendus par chaque constructeur en 2024 devront être zéro-émission). Le SMMT estime la part de marché des VE sur l'ensemble de l'année 2024 entre 18,7 et 19%.

South Western Railway sera la 1ère franchise ferroviaire nationalisée

Après la promulgation de la loi permettant la nationalisation du transport ferroviaire, la franchise *South Western Railway* (desservant le Sud-Ouest de Londres) sera la première à être nationalisée, en mai prochain. Son exploitation reviendra à l'actuel exploitant public en dernier ressort (DfT Operator of Last Resort), qui deviendra prochainement Great British Railways et sera progressivement amené à reprendre l'exploitation de la quasi-totalité des dessertes ferroviaires du R-U. *South Western Railways* est actuellement exploitée par une coentreprise entre l'opérateur hongkongais MTR et le britannique FirstGroup, dont le contrat de franchise expire en mai 2025.

Industrie

Le gouvernement affirme les ambitions de sa future stratégie industrielle de défense

Le gouvernement a [confirmé](#), conformément à son programme, qu'il publierait une stratégie industrielle de défense qui s'inscrira dans le cadre de sa future stratégie industrielle (qui devrait être publiée au printemps prochain). Il a ouvert une consultation, qui durera jusqu'au 28 février, sur le contenu de la stratégie. L'objectif principal de cette dernière sera « de s'assurer que la défense contribue à la mission prioritaire du gouvernement en faveur de la croissance ». Elle identifie plusieurs obstacles à cet égard, dont « une incohérence stratégique entre la stratégie économique [du R-U], sa stratégie mondiale et ses investissements de défense », des « dépenses inefficaces » et « un dérochage du R-U sur les exportations de matériels de défense ».

La stratégie industrielle de défense s'appuiera notamment sur « la priorisation des entreprises britanniques », la création d'un environnement stable et la création de partenariats public-privé. A cet effet, le ministère de la Défense remplacera le Forum des fournisseurs de la défense (*Defence Suppliers Forum - DSF*) par un nouveau Conseil conjoint de l'industrie de la défense (*Defence Industrial Joint Council - DIJC*), qui continuera d'impliquer les plus grandes entreprises du secteur de la défense tout en assurant une participation plus large du secteur technologique, des PME, des universités, de la formation continue et des syndicats concernés, qui sont des partenaires essentiels dans cette entreprise. Le Conseil « jouera un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ».

Make UK publie sa réponse à la consultation sur la stratégie industrielle

Make UK, fédération du secteur britannique de l'industrie, a [publié](#) sa contribution en réponse à la consultation du gouvernement sur sa future stratégie industrielle, qui doit être présentée au printemps prochain. Make UK accueille favorablement la perspective de la mise en place d'une stratégie industrielle d'ensemble, « attendue de longue date » par les industriels. La contribution présente les réponses détaillées de Make UK aux 33 questions posées par le gouvernement dans le cadre de la consultation. Elle souligne les principales préoccupations de Make UK sur la future stratégie, sa capacité à répondre de manière rapide aux pénuries de main d'œuvre qualifiée et à assurer la stabilité des politiques publiques (que Make UK juge fragilisée par l'augmentation des prélèvements sociaux sur les employeurs annoncée par la Chancelière Rachel Reeves dans le budget d'automne). Make UK souligne également que le secteur de l'*Advanced Manufacturing* (industries de pointe, pouvant inclure différents secteurs), présenté comme un des secteurs prioritaires de la stratégie, n'est pas défini dans le document présenté par le gouvernement. La fédération souhaite que la définition puisse inclure le plus grand nombre possible de secteurs industriels, en ciblant des processus de production plutôt que des secteurs spécifiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr